

AS

POINT HEBDOMADAIRE DE SITUATION SUR L'AFRIQUE

Lundi 30 janvier 1995

ANGOLA

Le Conseil de sécurité de l'ONU examinera le 8 février la situation en Angola et devra décider de la mise en place d'une force des Nations-unies de 7000 hommes (passage de l'UNAVEM II - 300 observateurs - à l'UNAVEM III).

Sollicitée comme les autres pays occidentaux pour participer à cette force, la France devra donner sa réponse dans les prochaines semaines. Matignon et le Quai d'Orsay souhaitent que notre participation à l'UNAVEM III soit visible. Elle pourrait prendre la forme d'une mise à disposition d'hélicoptères, d'envoi d'un contingent, d'aide logistique ou de participation à des opérations de déminage. Le ministre de la Défense, M. Léotard, est pour sa part plus réservé et souhaite que la présence française soit limitée à une vingtaine d'observateurs militaires.

RWANDA

Le Secrétaire général des Nations-unies avait proposé au Conseil de sécurité la création d'une force de 3000 hommes pour assurer la sécurité dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre. Devant le peu d'enthousiasme du Conseil et l'absence de contributeurs potentiels (sur 60 pays sollicités un seul, l'Indonésie, a accepté de fournir une unité) M. Boutros Ghali a renoncé à son projet.

Cependant, afin d'éviter les violences à l'égard des candidats au rapatriement, de protéger les personnels et les installations humanitaires et de fournir des escortes aux convois de rapatriés jusqu'à la frontière rwandaise, le HCR, a signé le 28 janvier 1995 un accord avec le Zaïre. Selon cet accord, le gouvernement zaïrois déploiera au Kivu, dans les camps, 1500 hommes "possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité". Le commandement sera zaïrois, assisté d'un "groupe de liaison" du HCR. L'accord est prévu pour cinq mois, renouvelable par période de trois mois. Il ne devrait pas aller au delà de décembre 1995. Le coût de l'opération est estimé par le HCR à 13 Millions de dollars pour les cinq premiers mois.

SIERRA LEONE

La rébellion sierra-leonaise du Front révolutionnaire uni (RUF), dirigée par le caporal Foday Sankoh, a multiplié depuis une quinzaine de jours les attaques non seulement contre les sites miniers (bauxite, fer, oxyde de titane) situés à 250 km de la capitale mais également à la frontière guinéenne et à 90 km au nord-est de Freetown. Elle a démontré ainsi qu'elle pouvait frapper sur tout le territoire.

Ces attaques se sont accompagnées de prises d'otages par le RUF (18 personnes au total : Britanniques, Allemands, Suisses et huit religieuses italiennes et brésiliennes).

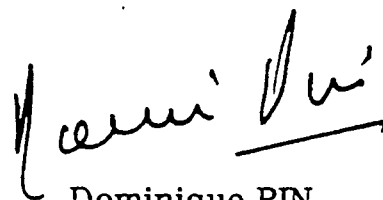
Les forces gouvernementales appuyées par un contingent guinéen (1000 hommes) ont engagé une offensive d'envergure contre le RUF, provoquant un exode de population vers la Guinée, le regroupement par mesure de sécurité des expatriés dans la région de Freetown (où la situation est calme) et le départ de tous les touristes.

Il ne resterait actuellement en Sierra Leone que 150 Français regroupés dans la capitale.

MAURITANIE

A la suite de manifestations à Nouakchott le 21 janvier contre la hausse des prix des denrées de première nécessité, deux des principaux responsables de l'opposition, MM. Ahmed Ould Daddah et Hamdi Ould Mouknass, ont été arrêtés et placés en résidence surveillée. Le gouvernement affirme que l'opposition a fait appel à des "agitateurs professionnels" pour tenter de créer des désordres graves et récupérer le mécontentement populaire.

Une démarche auprès du président mauritanien a été effectuée au nom de l'Union européenne par la troïka après l'arrestation des deux dirigeants de l'opposition.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Dominique Pin', with a horizontal line underneath the name.

Dominique PIN